

**GOUVERNEMENT  
WALLON**



**Le Vice-Président,**  
Ministre du Logement, des Transports  
et du Développement territorial



NAMUR, le

**27 DEC. 2007**

Nos références : D3000/92097/RGPER/2007/2/PMO - PU  
Annexe : un arrêté ministériel

**RECOM MANDÉ**



**OBJET : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement**

- Notification de la décision prise sur recours
- Secteur : 4010:Production et distribution d'électricité
- Situation : Lieux-dits:"Campagne du Borsu" "Terre aux Canards" à 5350 OHEY
- Exploitant : WINDVISION BELGIUM SA, Geldenaaksevest 4 à 3000 LOUVAIN
- Décision querellée : arrêté du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué REFUSANT le permis unique visant à Construire et exploiter un parc de 12 éoliennes

Monsieur,

Par la présente, je vous fais parvenir en annexe une copie certifiée conforme de l'arrêté ministériel statuant sur le recours que vous avez exercé contre la décision du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué, en date du 25/07/2007, relative à la demande de permis unique dont les références et l'objet sont précisés en rubrique.

Le contenu de cette décision sera porté à la connaissance du public selon les modalités prévues à l'article 38 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à l'exception du § 1<sup>er</sup>, 4°.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre du Logement, des Transports et  
du Développement territorial

ANDRÉ ANTOINE



## **REGION WALLONNE**

### **LE MINISTRE DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL**

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP);

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu le Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;

Vu le Code de l'eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2005 déterminant les conditions sectorielles relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1 500 kVA ;

Vu la demande introduite en date du 19 décembre 2006, par laquelle WINDVISION BELGIUM SA sollicite un permis unique pour construire et exploiter un parc de 12 éoliennes, aux lieux-dits: "Campagne du Borsu", "Terre aux Canards" et "Fabrique" à 5350 OHEY ;

Considérant qu'une phase de consultation du public a été organisée préalablement à l'introduction de la demande et à la réalisation de l'étude d'incidences sur l'environnement ;



Vu l'étude d'incidences sur l'environnement jointe au dossier de demande ;

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique qui a été réalisée sur le territoire de la commune de OHEY du 14 février au 15 mars 2007 ;

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique qui a été réalisée sur le territoire de la commune de GESVES, du 14 février au 15 mars 2007 ;

Considérant que les réclamations émises sur le territoire des deux communes portent, pour l'essentiel, sur :

- l'inadéquation du lieu d'implantation et l'absence de justification du recours à la dérogation ;
- le nombre trop élevé de machines et leur hauteur trop importante ;
- l'imprécision du dossier quant au modèle exact de machine qui sera installé ;
- les nuisances sonores, vibratoires, stroboscopiques et visuelles générées par le projet ;
- l'impact paysager négatif du projet eu égard à la qualité paysagère, patrimoniale et environnementale du site, ainsi qu' à son attrait touristique ;
- le non-respect des critères énoncés dans le Cadre de référence ;
- la situation du projet eu égard à la cartographie du Pr Feltz ;
- les photomontages trompeurs et la remise en question de la qualité de l'étude d'incidences ;
- l'absence de politique générale en ce qui concerne l'implantation d'éoliennes ;
- l'inefficacité du projet du fait de l'intermittence de la production éolienne ;
- l'absence d'étude de vents in situ et la surestimation du potentiel venteux du site ;
- la rentabilité fictive des projets éoliens ;
- la dévaluation immobilière générée par le projet ;
- la détérioration des chemins de promenade et l'effet négatif des éoliennes pour les promeneurs ;
- le risque d'accidents, notamment du fait de la zone d'exercice militaire aérien ;
- la co-visibilité avec d'autres parcs en projet ou autorisés, mal évaluée par l'étude d'incidences ;

Vu l'avis défavorable du Collège communal de OHEY remis le 21 mars 2007 ;

Vu l'avis défavorable de la CCATM de OHEY remis le 05 avril 2007 ;

Vu l'avis défavorable du Collège communal de GESVES remis le 21 mars 2007 ;

Vu l'avis défavorable de la CCATM de GESVES remis le 20 mars 2007 ;

Vu l'avis favorable de BELGOCONTROL remis le 15 février 2007 ;

Vu l'avis favorable sous conditions du CWEDD remis le 13 mars 2007

Vu l'avis favorable sous conditions de la CRAT remis le 17 avril 2007 en dehors du délai légal prescrit ;



Vu l'avis favorable du MET – D131 – Direction des Routes de NAMUR remis le 16 février 2007 ;

Vu l'avis favorable sous conditions de la DGA – Service extérieur de WAVRE remis le 20 mars 2007 ;

Vu l'avis favorable sous conditions de la DGRNE – DNF – Service extérieur de NAMUR remis le 10 avril 2007 ;

Vu l'avis favorable sous conditions de la DGTRE - DE – Direction de la Distribution d'Énergie remis le 13 mars 2007 ;

Vu l'avis favorable sous conditions du Ministère de la Défense nationale remis le 08 mars 2007 ;

Vu l'avis favorable sous conditions du Ministère des Communications aéronautiques remis le 05 avril 2007 ;

Vu la prorogation de 30 jours du délai d'instruction de la demande décidée conjointement par les fonctionnaires techniques et délégués compétents en première instance et notifiée au demandeur le 14 juin 2007 dans le délai légal prescrit ;

Vu l'arrêté des fonctionnaires technique et délégué compétents en première instance, en date du 11 juillet 2007, envoyé le 25 juillet 2007 dans le délai légal prescrit, refusant à WINDVISION BELGIUM SA le permis unique sollicité ;

Vu les recours introduits par :

- le demandeur,
- Madame Nicole DE BLAUWE,
- Madame Anne WANTIEZ,
- Monsieur Eric CHOPPINET,
- Monsieur Thierry RONVAUX,
- Monsieur Michel DUSSART,
- Madame Sabine LEDUC,
- Monsieur Michel FINOULST,
- Monsieur Danny BAERTS,
- Monsieur Marcel CASTERMANS,
- Madame Myriam HONOREZ,
- Monsieur Vincent QUESTIAUX,
- Madame Chantal PIERLOT,
- Madame Anna DEFRAIGNE,
- Madame Patricia DENIS,
- Monsieur Jean-Marc CHEVAL,
- Madame Viviane PLANCHON,
- Monsieur Jean-Louis CORNEZ,

- Monsieur Claude KERSMACKERS,
- Madame Évelyne DRESSE,
- Madame Béatrice VAN DER MEUSE,
- Monsieur Daniel DUQUENOY,
- Madame Véronique DE MONGE DE FRANEAU,
- Monsieur Maurice VAN HECKE,
- Monsieur Michel VAN ERTVELDE,
- Madame Edith ERNOTTE,
- Madame Yvette NOLLEVAUX,
- Monsieur Guido VAN VELTHOVEN,
- Monsieur Alain PIERLOT,

contre l'arrêté des fonctionnaires technique et délégué ayant instruit la demande de permis unique en première instance susvisé ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier de 1<sup>ère</sup> instance et de recours ;

Considérant que, en application de l'article 95, § 4, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, une prolongation de délai de 30 jours a été notifiée aux requérants, au demandeur et au Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué en date du 29 octobre 2007 ;

Vu le rapport de synthèse des fonctionnaires technique et délégué compétents sur recours transmis au Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial ;

Considérant que les recours introduits par :

- le demandeur,
- Madame Nicole DE BLAUWE,
- Madame Anne WANTIEZ,
- Monsieur Eric CHOPPINET,
- Monsieur Thierry RONVAUX,
- Monsieur Michel DUSSART,
- Madame Sabine LEDUC,
- Monsieur Michel FINOULST,
- Monsieur Danny BAERTS,
- Monsieur Marcel CASTERMANS,
- Madame Myriam HONOREZ,
- Monsieur Vincent QUESTIAUX,
- Madame Chantal PIERLOT,
- Madame Anna DEFRAIGNE,
- Madame Patricia DENIS,
- Monsieur Jean-Marc CHEVAL,
- Madame Viviane PLANCHON,
- Monsieur Jean-Louis CORNEZ,



- Monsieur Claude KERSMAKERS,
- Madame Évelyne DRESSE,
- Madame Béatrice VAN DER MEUSE,
- Monsieur Daniel DUQUENOY,
- Madame Véronique DE MONGE DE FRANEAU,
- Monsieur Maurice VAN HECKE,
- Monsieur Michel VAN ERTVELDE,
- Madame Edith ERNOTTE,
- Madame Yvette NOLLEVAUX,
- Monsieur Guido VAN VELTHOVEN,
- Monsieur Alain PIERLOT,

l'ont été dans les forme et délai prescrits ; que les recours sont par conséquent déclarés recevables ;

Considérant que le fonctionnaire technique, le fonctionnaire délégué, le Collège communal des communes où une enquête publique a été organisée et le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial ont été informés de l'introduction du recours ;

Considérant que l'attestation certifiant l'affichage, la preuve de la notification de la décision ont été transmis au fonctionnaire technique compétent sur recours ;

Considérant que la demande porte, plus précisément, sur l'implantation et l'exploitation d'un parc de 12 éoliennes et d'une cabine de tête sur des parcelles sises sur le territoire des communes de OHEY et GESVES, aux lieux-dits "Campagne de Borsu", "Terre aux Canards" et "Fabrique" ; que les éoliennes présentent une puissance unitaire maximale de 3 MW et une hauteur totale maximale de 147 mètres ; que les éoliennes seront de ton blanc cassé ; que le projet sera raccordé au réseau de distribution depuis la cabine de tête vers le poste de Florée, sis à 3,7 km ; que la cabine de tête sera installée le long du sentier de Borsu, entre les éoliennes n° 7 et 9 ;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

#### **N° 40.10.01.01.02, Classe 2**

Production d'électricité - Transformateur statique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA

#### **N° 40.10.01.04.03, Classe 1**

Production d'électricité - Éolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW électriques

Considérant que la demanderesse précise dans son recours que le projet a fait l'objet d'avis favorables – voire conditionnels – de la part des instances consultées, seules les autorités communales ayant émis des avis défavorables ; que des plans plus détaillés seront déposés



dans le cadre du recours et que l'élargissement des chemins en question se fera exclusivement sur l'assiette des voiries du domaine public ; qu'en ce qui concerne la pose des câbles, celle-ci fera l'objet des permissions de voirie requises, lesquelles seront instruites par la DGTRE et non par les conseils communaux ; que selon l'exploitante, l'implantation des câbles n'est pas visée à l'article 96 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ; que le Gouvernement wallon est à même de solliciter à nouveau l'avis des conseils communaux sur la question de l'élargissement des voiries communales affectées par la demande ; que pour répondre à l'objectif d'optimisation des capacités du site, de nouveaux chemins doivent être inévitablement créés, en accord avec les propriétaires et exploitants agricoles ; que la traversée de la route de Borsu sera réalisée par forage/fonçage pour éviter toute perturbation de la circulation ou dégradation de la route ; qu'elle estime que la suppression de l'éolienne n° 1 n'est aucunement recommandée par l'étude d'incidences et n'est justifiée pour aucune raison ; qu'elle précise que l'éolienne n° 12 a été déplacée suivant les recommandations de l'étude d'incidences, sans toutefois respecter la distance recommandée pour éviter de trop la rapprocher de l'éolienne n° 11 et d'ainsi pénaliser leur rendement ; que le déplacement opéré de l'éolienne n° 12 est toutefois suffisant pour éviter toute nuisance pour l'avifaune ; que l'impact paysager du projet a été évalué pour l'ensemble du projet et qu'il n'y a pas lieu de faire un distinguo selon telle ou telle éolienne, en l'occurrence l'éolienne n° 12 ; qu'un déplacement plus important de cette éolienne par rapport au périmètre de grande sensibilité paysagère n'aurait pas pour effet de réduire l'impact du projet sur ce périmètre ;

Considérant que les recours des tiers sont motivés par les impacts majeurs qu'aura le projet en termes de pollution visuelle, nuisances sonores, dépréciation immobilière et déstructuration du paysage ; qu'ils soulignent que la décision est insuffisamment motivée, notamment quant aux réponses apportées aux réclamants dans le cadre de l'enquête publique, quant à l'impact du projet sur le patrimoine naturel, culturel, paysager et patrimonial, quant au respect des conditions énoncées à l'article 127, § 3 du CWATUP (caractère exceptionnel de la dérogation et respect, structuration ou recomposition des lignes de force du paysage), quant à l'analyse des conséquences sur l'environnement de la régulation thermique de l'intermittence éolienne et en ce qui concerne l'évaluation des incidences d'éoliennes d'une puissance unitaire de 3 MW ; qu'aucune preuve n'est apportée quant au fait que le projet relève de la procédure de l'article 127 du CWATUP ; qu'aucune référence n'est faite dans le refus de permis à la convention européenne du paysage ou à la cartographie du Pr FELTZ ; que la co-visibilité entre les parcs éoliens n'a pas été suffisamment évaluée ; que les critères du Cadre de référence ne sont pas respectés en ce qui concerne l'interdistance entre éoliennes, les nuisances sonores, l'effet stroboscopique des éoliennes, leur impact sur la faune, la création de chemins d'accès ; qu'aucune motivation n'est apportée quant au décrochement des éoliennes n° 4 et 9 et à la perte de lisibilité qui s'en suit ; qu'aucune mesure des vents n'a été réalisée in situ et que le potentiel éolien du site est surévalué par l'étude d'incidences ; que les photomontages sont trompeurs, sans motivation aucune dans le refus de permis ;

Considérant que la CRAT a émis un avis favorable conditionnel sur le projet, les conditions portant sur la suppression des éoliennes n° 1 et 12, le déplacement de l'éolienne n° 4 (pour la situer dans l'axe de la ligne formée par les éoliennes n° 1, 2, 6, 8 et 10), l'installation sur les éoliennes n° 7, 9 et 11 d'un système de réduction du bruit, la réalisation des travaux hors de la période de nidification des oiseaux et la constitution d'un fonds de réserve garantissant la remise en état du site après son exploitation ;



Considérant que le CWEDD a estimé que l'étude d'incidences est de très bonne qualité et que le résumé non technique est de qualité satisfaisante ; qu'il a émis un avis favorable conditionnel sur l'opportunité environnementale du projet, les conditions portant sur le respect des recommandations de l'étude d'incidences, en particulier la remise en état, après le chantier, des éléments du maillage écologique, l'exécution des travaux hors de la période de nidification, le déplacement de l'éolienne n° 12, l'utilisation locale des terres excavées ou leur évacuation par les filières appropriées, la réalisation préalable d'essais de sol et le bridage des éoliennes n° 7, 9 et 11 ;

Considérant que Belgocontrol a émis un avis favorable sur le projet ; que selon Belgocontrol, les éoliennes ne doivent pas être balisées si elles ne dépassent pas 150 mètres de hauteur ; que Belgocontrol demande à l'exploitante de l'avertir au minimum 1 mois avant la date de début des travaux ;

Considérant que la DGA – Division de la Gestion de l'Espace rural - Service extérieur de Wavre a émis un avis favorable conditionnel sur le projet ; que les conditions, d'ordre technique, sont les suivantes : *"L'implantation du cheminement d'accès aux éoliennes se fera de manière à limiter au maximum le mitage de la zone. Les câbles seront enterrés à 1,20 m en culture afin d'éviter tout accident lors de l'exploitation des parcelles. Une attention particulière sera apportée au maintien et à la restauration du réseau de drainage des parcelles"* ;

Considérant que la DGRNE – DNF a émis un avis favorable conditionnel sur le projet ; que les conditions portent sur le déplacement de l'éolienne n° 12, la préservation de la période de nidification, la préservation des éléments du maillage écologique, la compensation des impacts résiduels, la réduction du balisage au strict minimum requis, l'intégration des éléments techniques dans le mât, l'aménagement des aires de manutention au pied des éoliennes en sol enherbé, l'absence de clôture, le suivi des impacts du projet sur le milieu naturel et le respect des autres recommandations émises par l'étude d'incidences ;

Considérant que la DGTRE – Direction de la Distribution d'Energie a émis un avis favorable conditionnel sur le projet, la condition portant sur la permission de voirie pour occupation du domaine public, communal ou régional ;

Considérant que le Service public fédéral Mobilité et Transport a émis un avis favorable sur le projet, sous réserve d'un balisage de jour et de nuit des éoliennes, dans la mesure où elles se situent en zone de catégorie C ;

Considérant que le MET – Direction des Routes de Namur a émis un avis favorable sur le projet ; qu'il souhaite toutefois être averti lors de la demande de raccordement en alimentation ;

Considérant que le conseil communal de GESVES a émis en séance du 21 mars 2007 une décision défavorable en ce qui concerne la traversée souterraine du réseau électrique et le renforcement de l'assiette de certains chemins ;

Considérant que le conseil communal de OHEY a émis en séance du 2 mai 2007 une décision défavorable en ce qui concerne la traversée souterraine du réseau électrique et le renforcement



de l'assiette de certains chemins ; que s'il est vrai que le dispositif de la décision vise la "demande de permission de voirie", il n'en est pas moins vrai que le corps de la décision vise la traversée souterraine du réseau électrique et le renforcement de l'assiette de certains chemins ;

Considérant que le choix des éoliennes n'est pas encore établi définitivement par l'exploitante en raison du délai relatif à l'obtention du permis et de l'évolution de la technologie ; que l'étude d'incidences se base toutefois, pour chaque critère, sur l'hypothèse la plus défavorable ;

Considérant, quant aux nuisances sonores, que la distance de garde par rapport aux habitations préconisée dans le Cadre de référence est respectée, hormis pour la ferme de Borsu qui se trouve à 341 mètres de l'éolienne n° 9 ; que l'étude d'incidences conclut au dépassement des prescriptions du cadre de référence établi par le Gouvernement wallon (43 dB(A) en période de nuit) au niveau de la ferme de Borsu ; qu'il faut toutefois signaler que si l'on se réfère aux critères fixés par la réglementation relative au permis d'environnement (40 dB(A) pendant la nuit), le niveau maximal autorisé dépasserait la norme pour 12 des 18 points de mesure situés au voisinage d'habitations ; que l'étude d'incidences, ainsi que la CRAT et le CWEDD, recommandent d'équiper les éoliennes n° 7, 9 et 11 d'un module de réduction du bruit ; que de façon générale, il y a lieu d'estimer que, compte tenu de la rentabilité déjà limitée des éoliennes et de l'aspect très fluctuant de leur production, il est inopportun d'en encore devoir les brider pour des questions de nuisances sonores ;

Considérant, quant aux effets stroboscopiques du projet, que l'étude d'incidences conclut au respect des recommandations du Cadre de référence, hormis depuis un récepteur qui s'apparente à l'extrémité d'une zone d'habitat à caractère rural (Petite GESVES), non urbanisée actuellement ; que selon l'étude d'incidences, un limiteur temporel d'exposition pourrait être installé sur l'éolienne n° 10 ; que cette recommandation suscite la même remarque qu'en ce qui concerne le bridage des éoliennes pour des raisons d'ordre sonore ;

Considérant que le parc se situe à proximité du site Natura 2000 dit "Bassin du Samson", de la zone spéciale de conservation du "Bassin du Samson", couvrant la totalité du site Natura 2000, et de la zone de protection spéciale du "Bassin du Samson" qui couvre un peu plus de la moitié du site Natura 2000 ; que l'étude d'incidences, ainsi que le CWEDD et la DGRNE – DNF recommandent de ce fait de déplacer l'éolienne n° 12 d'une centaine de mètres vers l'Est ou le Nord-Est de façon à obtenir une distance de 200 mètres par rapport aux sites de nidification potentiels, pour éviter tout impact négatif du projet sur l'avifaune ; qu'il y a lieu de souligner que l'avis de la CRAT portait également sur la suppression de cette éolienne ;

Considérant, en ce qui concerne les autres nuisances environnementales potentielles inhérentes à ce type d'installations, que celles-ci pourraient être minimisées moyennant le respect des prescriptions réglementaires en vigueur, des conditions générales et sectorielles concernées et de conditions particulières adaptées;

Considérant, en ce qui concerne l'écartement entre éoliennes, qu'il est vrai qu'il ne respecte pas les critères énoncés dans le Cadre de référence ; qu'un écartement réduit entre machines n'est toutefois problématique, s'il reçoit l'aval du constructeur, que s'il conduit à une perte de rentabilité du parc, semble-t-il non-évaluée dans le cas d'espèce, l'étude d'incidences précisant qu'une étude de vent s'avère nécessaire afin de confirmer le rendement général du parc ; que



l'évaluation du potentiel éolien du site se base en effet sur des mesures de vent enregistrées à Beauvechain et Florennes, soit à 45 et 36 km du site, et sur une modélisation réalisée ensuite par le bureau d'étude 3<sup>E</sup> ;

Considérant, sur le plan urbanistique, que les parcelles concernées par le projet sont reprises en zone agricole au plan de secteur de Namur adopté par arrêté du 14 mai 1986 ;

Considérant qu'en ce qui concerne la commune de GESVES, le projet se situe, au schéma de structure communal, en aire agricole ouverte "à maintenir" et, pour l'éolienne n° 12, en aire agricole ouverte "à maintenir" avec une surimpression zone de grande structure paysagère ;

Considérant qu'en ce qui concerne la commune de GESVES, le projet se situe, au règlement communal d'urbanisme, en aire agricole de valeur paysagère patrimoniale ;

Considérant que le projet déroge à la destination de la zone agricole telle que fixée par l'article 35 du CWATUP ;

Considérant que l'article 127, § 3 du CWATUP prévoit, notamment, la possibilité de s'écarter du plan de secteur, pour autant que le projet soit soumis à enquête publique et qu'il respecte, structure ou recompose les lignes de force du paysage ;

Considérant que les dispositions du règlement communal d'urbanisme relatives à l'aire agricole de valeur paysagère patrimoniale ne comportent aucune prescription applicable aux éoliennes ou à la cabine de tête et ne sont pas de nature à s'appliquer à un tel projet ; que l'on ne saurait par conséquent estimer qu'il y déroge ;

Considérant qu'en marge de l'hypothèse où les éoliennes produisant de l'électricité destinée à alimenter le réseau de transport ou de distribution constituent stricto sensu des équipements communautaires ou de services publics, la production d'électricité verte à partir de l'énergie éolienne peut, de manière générale, être considérée comme une activité d'utilité publique ou d'intérêt général, au sens des articles 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 28 et 127, § 1<sup>er</sup> du CWATUP, en ce qu'elle participe à une part des engagements pris par la Région wallonne en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre ;

Considérant, par conséquent, qu'un parc éolien peut, in abstracto, bénéficier de l'application de l'article 127, § 3 du CWATUP susmentionné, sous réserve du fait qu'il respecte, structure ou recompose les lignes de force du paysage et qu'il réponde aux recommandations énoncées dans le Cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne ;

Considérant que le parc se situe hors de toute zone de contrainte dans la cartographie du champ de contraintes paysagères et environnementales comme base de détermination des zones d'exclusion à la transcription au plan de secteur de la politique des éoliennes à l'échelle de l'ensemble du territoire wallon, hormis pour l'éolienne n° 1 qui se trouve dans la zone de haute sensibilité de confort visuel et acoustique du hameau sis au Nord du Tilleul St-François et de sa zone d'habitat au plan de secteur ; que cette éolienne devrait dès lors être supprimée, ce qui est par ailleurs recommandé par la CRAT également ;



Considérant qu'il y a lieu de souligner que la cartographie dont question, qui résulte d'une réflexion générale à l'échelle du territoire wallon, constitue un des outils d'aide à la décision en matière d'implantation d'éoliennes en Wallonie, au même titre que le Cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne ; que, contrairement à ce qu'allèguent les réclamants, ces outils sont de nature à permettre une analyse de la question de l'énergie éolienne à l'échelle du territoire wallon ;

Considérant, quant à l'impact visuel du projet, qu'il convient de rappeler que l'article 1<sup>er</sup> du CWATUP impose à la Région wallonne de veiller, dans le cadre de ses compétences, à la conservation et au développement du patrimoine culturel, naturel et paysager ; que de plus, la Région a ratifié, le 20 décembre 2001, la Convention européenne du Paysage, laquelle impose également, notamment, de prendre en considération la dimension paysagère de toute demande de permis ;

Considérant qu'il convient en outre d'être particulièrement attentif à l'impact paysager du projet dans le cas présent vu l'absence de détermination de périmètres d'intérêt paysager par l'asbl ADESA ;

Considérant que les éoliennes seraient implantées sur le plateau condruzien, à 260 mètres d'altitude ; que les éoliennes seraient disposées en deux rangées orientées Sud-Ouest/Nord-Est ; que le raccordement électrique se ferait à 3,7 km du site, à Florée ;

Considérant que le site en question se singularise par une succession de tiges et chavées caractéristiques du paysage condruzien ; qu'il est cerné de périmètres d'intérêt paysager inscrits au plan de secteur et que le périmètre d'étude local comporte deux périmètres d'intérêt culturel, historique et esthétique, à savoir les villages de Sorée (à 1.515 mètres du projet) et de Florée (à 3.150 mètres du projet), ainsi que deux villages soumis au règlement général sur les bâtisses en site rural, à savoir Petite GESVES et Sorée ; que le site jouxte 4 périmètres d'intérêt paysager et 2 points de vue remarquables et lignes de vue remarquables établis par l'auteur de l'étude d'incidences, lesquels se trouvent dans le périmètre d'étude local et offrent des vues orientées vers le parc ; que l'étude d'incidences conclut à juste titre à une qualité paysagère du périmètre local élevée en raison des paysages de qualité du Condroz et de la vallée du Samson, des villages de GESVES, Sorée et Florée, notamment, et des massifs boisés, bosquets et alignements d'arbres qui ponctuent le paysage – ouvert – et lui confèrent un intérêt certain ; qu'il est incontestable que le site, constitué d'une somme d'éléments de qualité, représente un ensemble de qualité ;

Considérant que le site présente par ailleurs une certaine qualité patrimoniale, du fait de l'existence du Château de Haltinne, classé et repris dans la liste du patrimoine exceptionnel, à une distance de 4.177 mètres, ainsi que de 5 monuments et/ou sites classés dans un rayon de 3.690 mètres autour du projet ; qu'une douzaine d'édifices repris dans l'inventaire du patrimoine se trouvent également au sein du périmètre d'étude local ;

Considérant, au même titre que pour les projets off-shore pour lesquels un éloignement des éoliennes est recommandé par rapport aux côtes pour des raisons paysagères, qu'il y a tout lieu d'être attentif à la qualité de nos paysages intérieurs, sachant que les éoliennes seront toujours visibles même à des distances relativement importantes ; que la saturation de l'espace visuel est en outre beaucoup plus vite atteinte en on-shore qu'en off-shore, du fait de la



multiplicité et de la diversité d'éléments visuels ;

Considérant qu'il y a lieu de rappeler que tant le schéma de structure communal que le règlement communal d'urbanisme relèvent également l'intérêt de la zone et insistent sur la préservation des vues longues dans ces espaces et que toutes les instances communales concernées ont émis un avis défavorable sur le projet en raison, notamment, de son impact paysager ;

Considérant que si le nombre élevé de machines tend à correspondre au prescrit du Cadre de référence, il y a lieu de regretter que la disposition en deux lignes parallèles sur une distance importante, de l'ordre de 3 km, tend à diminuer la lisibilité du projet ; qu'un double alignement présente en effet, sur des vues longues et légèrement désaxées, des chevauchements des deux lignes en fin de perspective, altérant la lisibilité du parc ; que l'alignement des éoliennes n° 3, 5, 7, 9, 11 et 12 – à supprimer suivant les critères susmentionnés - ne peut être considéré ni comme un alignement, ni comme une courbe, tant les décrochements entre éoliennes sont perceptibles ; que l'éolienne n° 4 sort également très nettement de l'alignement Nord ; qu'elle devrait dès lors être déplacée ; qu'il ressort d'ailleurs des photomontages que l'alignement Nord peut être perçu comme deux alignements légèrement désaxés de 3 éoliennes, à savoir un premier alignement des éoliennes n° 1, 2 et 4 et un second alignement des éoliennes n° 6, 8 et 10 ; qu'en fin de ligne, la perte de lisibilité par saturation visuelle et manque de rigueur des alignements est très perceptible sur les photomontages ; que si l'étude d'incidences relève que la disposition en deux lignes "parallèles" est une composition intéressante, elle lui attribue néanmoins des valeurs souvent négatives en ce qui concerne l'angle de vision, la structure ou la lisibilité du parc ;

Considérant, sur des distances plus longues, que la carte reprenant la zone de perception visuelle globale démontre que le projet restera très présent depuis les tiges de Marchin, Modave, Clavier et Havelange, repris en zone d'exclusion pour la protection des paysages du Condroz dans la cartographie du champ de contraintes paysagères et environnementales comme base de détermination des zones d'exclusion à la transcription au plan de secteur de la politique des éoliennes à l'échelle de l'ensemble du territoire wallon ; que si la vallée du Samson n'est pas reprise en zone d'exclusion dans cette cartographie, il n'en demeure pas moins qu'elle présente autant de qualité paysagère que la zone d'exclusion du Condroz ;

Considérant que l'on ne peut dès lors estimer, dans le cas d'espèce, que le projet respecte, structure ou recompose les lignes de force du paysage au sens de l'article 127, § 3 du CWATUP ;

Considérant, à titre accessoire, que la disposition du projet est, comme toujours et de façon regrettable, la résultante d'opportunités foncières et non d'une réflexion paysagère ;

Considérant, en ce qui concerne la question de la co-visibilité avec d'autres parcs éoliens, que l'étude d'incidences conclut à la présence de situations de co-visibilité avec le projet de OHEY situé à environ 6.700 m ; qu'il y a par ailleurs lieu de souligner qu'un projet serait également à l'examen sur le territoire de la commune de Assesse ; que, quoi qu'il en soit, il y a lieu de maintenir entre deux parcs une distance de l'ordre de 12 à 15 km pour éviter les effets pervers liés à la co-visibilité ;



Considérant, enfin, que le projet nécessite le renforcement de chemins existants, ainsi que la création de nouveaux chemins d'accès ; qu'il est exclu de porter atteinte aux accotements des chemins existants, soit en y circulant avec un matériel inadapté, soit en les renforçant, de façon à ne pas mettre en péril ces bords de chemins considérés à juste titre par l'étude d'incidences comme zones d'intérêt biologique, par ailleurs caractéristiques de la zone agricole, dans une plaine vouée à l'agriculture extensive, et donc destructrice sur le plan biologique ; que tous ces chemins bordant des terres cultivées constituent en effet les seuls chaînons de liaison pour la faune ; que les accès au chantier ne pourraient dès lors être réalisés qu'au travers de la zone agricole ; que, quoi qu'il en soit, le projet tel que présenté prévoit la création de nouveaux chemins ou le renforcement de chemins existants et la pose du câblage dans le domaine public ; que les conseils communaux concernés ont tous deux émis un avis défavorable sur le renforcement des chemins et la pose du câblage dans le domaine public et que le permis ne peut, de ce fait, qu'être refusé pour ce motif également ;

Considérant, en conclusion, qu'il y a lieu de refuser le permis sollicité en raison, d'une part, des avis défavorables des conseils communaux quant aux travaux à réaliser en voirie et, d'autre part, de l'impact paysager du projet dont on ne peut estimer, dans le cas présent, qu'il respecte, structure ou recompose les lignes de force du paysage.

**Pour les motifs cités ci-avant,**

## **A R R E T E**

**Article 1.** Les recours introduits par :

- le demandeur,
- Madame Nicole DE BLAUWE,
- Madame Anne WANTIEZ,
- Monsieur Eric CHOPPINET,
- Monsieur Thierry RONVAUX,
- Monsieur Michel DUSSART,
- Madame Sabine LEDUC,
- Monsieur Michel FINOULST,
- Monsieur Danny BAERTS,
- Monsieur Marcel CASTERMANS,
- Madame Myriam HONOREZ,
- Monsieur Vincent QUESTIAUX,
- Madame Chantal PIERLOT,
- Madame Anna DEFRAIGNE,
- Madame Patricia DENIS,
- Monsieur Jean-Marc CHEVAL,



- Madame Viviane PLANCHON,
- Monsieur Jean-Louis CORNEZ,
- Monsieur Claude KERSMACKERS,
- Madame Évelyne DRESSE,
- Madame Béatrice VAN DER MEUSE,
- Monsieur Daniel DUQUENOY,
- Madame Véronique DE MONGE DE FRANEAU,
- Monsieur Maurice VAN HECKE,
- Monsieur Michel VAN ERTVELDE,
- Madame Edith ERNOTTE,
- Madame Yvette NOLLEVAUX,
- Monsieur Guido VAN VELTHOVEN,
- Monsieur Alain PIERLOT,

contre l'arrêté des fonctionnaires technique et délégué compétents en première instance, en date du 11 juillet 2007, refusant à WINDVISION BELGIUM SA un permis unique visant à construire et exploiter un parc de 12 éoliennes , aux Lieux-dits: "Campagne du Borsu", "Terre aux Canards" et "Fabrique" à 5350 OHEY, sont RECEVABLES.

**Article 2.** La décision querellée est CONFIRMÉE.

Le permis unique sollicité est REFUSÉ.

**Article 3.** Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

**Article 4.** Mention du présent arrêté est faite au registre dont question à l'article 36 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, en marge de l'arrêté dont appel.

**Article 5.** Un recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, peut être porté devant le Conseil d'Etat contre la présente décision par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt.

Le Conseil d'Etat, section administration, peut être saisi par requête écrite, signée par l'intéressé ou par un avocat, et ce dans les 60 jours à dater de la notification ou de la publication de la présente décision.

**Article 6.** Dans les 10 jours de la prise de décision, celle-ci est portée à la connaissance du public, par voie d'affichage d'un avis.

Le contenu de cet avis et les modalités de l'affichage sont définis par l'article 38 du décret. La durée de cet affichage est d'au moins dix jours.



**Article 7.** La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :

- au demandeur,
- à Madame Nicole DE BLAUWE,
- à Madame Anne WANTIEZ,
- à Monsieur Eric CHOPPINET,
- à Monsieur Thierry RONVAUX,
- à Monsieur Michel DUSSART,
- à Madame Sabine LEDUC,
- à Monsieur Michel FINOULST,
- à Monsieur Danny BAERTS,
- à Monsieur Marcel CASTERMANS,
- à Madame Myriam HONOREZ,
- à Monsieur Vincent QUESTIAUX,
- à Madame Chantal PIERLOT,
- à Madame Anna DEFRAIGNE,
- à Madame Patricia DENIS,
- à Monsieur Jean-Marc CHEVAL,
- à Madame Viviane PLANCHON,
- à Monsieur Jean-Louis CORNEZ,
- à Monsieur Claude KERSMAKERS,
- à Madame Évelyne DRESSE,
- à Madame Béatrice VAN DER MEUSE,
- à Monsieur Daniel DUQUENOY,
- à Madame Véronique DE MONGE DE FRANEAU,
- à Monsieur Maurice VAN HECKE,
- à Monsieur Michel VAN ERTVELDE,
- à Madame Edith ERNOTTE,
- à Madame Yvette NOLLEVAUX,
- à Monsieur Guido VAN VELTHOVEN,
- à Monsieur Alain PIERLOT,
- au fonctionnaire technique ayant instruit la demande en première instance ;
- au fonctionnaire délégué ayant instruit la demande en première instance ;
- au Collège communal de et à 5340 GESVES ;
- au Collège communal de et à 5350 OHEY ;
- au fonctionnaire chargé de la surveillance du ressort de la DGRNE-DPE Services extérieurs-Direction de Namur, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR ;



2. En expédition conforme par envoi libre :

- au fonctionnaire délégué sur recours ;
- à l'Office wallon des déchets, avenue Prince de Liège 15 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
- à la Division de l'Eau, avenue Prince de Liège 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

24 DEC. 2007

Fait à NAMUR, le

ANDRÉ ANTOINE

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Le Directeur  
Ir. M. PEERTS

27 DEC. 2007